

Les crédits

agriculteurs le programme de subventions jusqu'à l'Est destinées à soutenir le transport des céréales.

Nous avons dit dernièrement que la plupart des milieux agricoles sont déçus d'apprendre que la participation du gouvernement fédéral au programme de l'assurance-récolte sera de 25 p. 100 et non pas de 33 et un tiers pour cent, le taux de participation demandé.

Je vais prendre quelques instants pour parler de la réponse que le gouvernement nous a donnée lorsque nous lui avons proposé de fournir au secteur agricole l'aide et les instruments de gestion dont il a besoin. Je répète que ce secteur change. Le pourcentage actuel des familles agricoles est différent de ce qu'il était il y a 15 ou 20 ans. Les citadins déménagent de plus en plus à la campagne. Les agriculteurs comprennent qu'ils doivent changer leur méthode de travail. Et ils ont besoin d'aide pour pouvoir s'adapter. Il faut que les gouvernements les aident à expliquer aux citadins en quoi consiste la vie à la ferme et à quoi ils devraient s'attendre lorsqu'ils viennent vivre dans leur milieu. Les bruits et les odeurs de la campagne ne sont peut-être pas toujours agréables, mais ils font partie de la vie à la ferme.

Madame la Présidente, je remercie la Chambre de m'avoir permis de parler un peu de cette motion cette après-midi. Je demande encore au gouvernement de tenir compte des besoins des localités rurales et de ne rien faire qui leur soit préjudiciable.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Il reste cinq minutes pour les questions et les commentaires. Le député de Battlefords—Meadow Lake a la parole.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Madame la Présidente, je voudrais poser une question au député de Prince Edward—Hastings.

Dignité rurale est un intervenant très important dans la crise rurale qui sévit actuellement. Je me demande si le député est au courant des activités de cette association dans sa circonscription et dans d'autres localités rurales. Je voudrais surtout savoir s'il sait ce que fait Dignité rurale pour aider les habitants des campagnes canadiennes qui luttent pour conserver leur bureau de poste.

• (1320)

M. Vanclief: Madame la présidente, en réponse au député je devrai dire qu'à ma connaissance, il n'y a pas de section militante de Dignité rurale dans ma région de l'Ontario. Cependant, je connais un peu le travail que fait et essaye de faire ce mouvement, et qui est un excellent travail. Mais cette association n'existe pas dans ma circonscription.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Madame la présidente, je voudrais seulement reposer la deuxième partie de ma question qui porte sur les bureaux de poste ruraux. Je me demande si le député pourrait me dire ce qui se passe dans sa région à propos des bureaux de poste ruraux et de leur fermeture, et ce que les habitants des localités rurales de sa région pourraient faire à ce sujet.

M. Vanclief: Madame la présidente, nous avons eu un ou deux bureaux de poste dans notre circonscription qui ont été «regroupés», c'est le terme qui a été utilisé. Je ne pense pas que ma région rurale diffère en quoi que ce soit des autres régions, en ce sens que les gens ne sont pas du tout satisfaits de ce qui se passe. Ils ont réussi, je suis heureux de le signaler, ces dernières années, à en garder certains ouverts, lorsqu'on a essayé de les fermer.

Très honnêtement, moins de quatre mois après mon élection à la Chambre, Postes Canada m'a informé que le bureau de poste de mon village était supprimé. Cependant, en discutant avec cette société, nous avons réussi à obtenir qu'il soit installé dans un autre local dans le même village.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, il me fait plaisir aujourd'hui de participer à ce débat sur la motion qui exhorte le gouvernement conservateur, en cette semaine du deuxième anniversaire de la revitalisation rurale, à prendre des mesures pour assurer l'avenir économique et social prospère aux Canadiens vivant en milieu rural.

Madame la Présidente, il faut se souvenir que depuis la venue au pouvoir des conservateurs d'en face, le gouvernement a sabré dans VIA Rail, le gouvernement a reculé devant les décisions du GATT, quand il aurait dû protéger les agriculteurs canadiens, plus particulièrement les producteurs laitiers du Canada. Bien sûr, les agriculteurs